

EXCLUSIF

# La Wallonie veut se doter de **NOUVEAUX** kots

● Payer des études supérieures à ses enfants n'est pas simple. Souvent, il faut financer un logement proche de l'université, ce qui est impossible pour les familles en proie à des problèmes budgétaires. Or, le gouvernement wallon veut s'attaquer à cette thématique. Dans sa déclaration de politique régionale (DPR), des propositions, encore passées inaperçues, vont plaire aux étudiants. Ainsi, il est écrit que l'exécutif veillera à « renforcer la création de « kots » par les opérateurs immobiliers publics (SLSP, régies communales et communes) et étendre l'offre des Sociétés de logement de service public au logement étudiant ».

« En matière de logement, la DPR est relativement ambitieuse », commente Paul Furlan (PS), le nouveau ministre wallon du logement. « A côté d'un grand volet relatif au logement privé, on s'est aperçu qu'il y avait une pression foncière énorme sur les kots pour étudiants. L'offre est inférieure à

la demande et les prix s'envolent parfois. Ce qui a une influence non négligeable sur le pouvoir d'achat. »

## DES PISTES À L'ÉTUDE

Reste que l'option choisie par le gouvernement semble axée sur le secteur public : « Depuis la nuit des temps, il y a des kots publics », se justifie Paul Furlan. « Mais l'offre est relativement faible par rapport au privé. Il y a donc un défi en la matière et je suis en train d'étudier la question avec les sociétés de logements publics. On en est désormais au stade de l'étude. Et il y a toute une série d'autres pistes comme la mise en place d'une grille indicative des loyers. »

Enfin, cette proposition n'est pas la seule qui vise les kots dans la DPR. Ainsi, l'exécutif compte « négocier avec le Gouvernement fédéral, une intervention financière dans le coût du logement étudiant, par exemple sous la forme d'une réduction d'impôts et inviter les provinces à développer une politique de soutien

au logement étudiant. »

Un défi qui s'annonce compliqué, vu les différences entre les deux majorités : « Ce ne sera pas la piste la plus facile évoquée », concède Paul Furlan. « Surtout lorsque j'entends les mesures préparées par le fédéral qui semblent moins s'attacher au pouvoir d'achat des citoyens. »

qu, vu les différences entre les deux majorités : « Ce ne sera pas la piste la plus facile évoquée », concède Paul Furlan. « Surtout lorsque j'entends les mesures préparées par le fédéral qui semblent moins s'attacher au pouvoir d'achat des citoyens. »

## LA FEF VEUT DES KOTS PUBLICS

Du côté de la Fédération des Étudiants Francophones, on semble preneur de toute nouveauté en matière de kot : « Il faut qu'il y ait une reprise en main de ce dossier de la part des pouvoirs publics », précise Corinne Martin, présidente de la FEF. « Le fait que le privé ait la mainmise sur le parc de logements pour étudiants pose problème à différents niveaux. On émet par contre quelques réserves si de nouveaux kots étaient intégrés aux sociétés de logements sociaux. L'étudiant n'est pas une personne précaire. Plus de logements ? Oui, mais pas dans les logements sociaux. » ■

GUILLAUME  
E BARKHUSEN